

Migration interne : phénomène demo-sociologique et socio-démographique

Internal Migration: a Demo-sociological and a Socio-demographic Phenomenon

Guy L. COTÉ

Volume 19, Number 1, avril 1987

Sociologie des phénomènes démographiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001149ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001149ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

COTÉ, G. L. (1987). Migration interne : phénomène demo-sociologique et socio-démographique. *Sociologie et sociétés*, 19(1), 175–177.
<https://doi.org/10.7202/001149ar>

Migration interne: phénomène démo-sociologique et socio-démographique

Guy L. Côté*

M'étant donné comme projet de recherche (Côté, 1983) de sonder les rapports entre la migration interne, les disparités régionales et la mobilité sociale, j'ai pu constater jusqu'à quel point ma démarche se situait dans un «*no man's land*» entre la sociologie et la démographie.

D'une part, le sociologue en stratification se préoccupe le plus souvent de mécanismes collectifs: l'univers de référence est la population globale, et les sous-groupes ont tendance à être définis en terme de caractéristiques individuelles: jeunes/âgés, capitalistes/prolétaires, francophones/anglophones, hommes/femmes, blancs/noirs. Les clivages du sociologue, qu'ils soient occupationnels, sexuels, linguistiques ou ethniques, sont le point de départ d'analyses portant sur les éléments structurels de la société et des mécanismes perpétuant les inégalités. La dimension de la migration n'entre donc pas dans ce discours, sauf lorsqu'elle devient un indicateur d'ethnicité ou de culture, sous-tendant des phénomènes de minorisation ou de discrimination. L'approche du sociologue tend à examiner comment la société agit sur l'individu, et un changement de lieu de résidence à l'intérieur d'une société donnée n'est pas ordinairement perçu comme un élément majeur de stratification. Pour le sociologue, l'expression «mobilité géographique» n'est d'ailleurs pas innocente. À l'instar de la «mobilité sociale», le sociologue étudie aussi cette autre mobilité dans le contexte d'une préoccupation de justice distributive et de lutte contre la discrimination. La littérature américaine sur la migration des noirs vers le Nord, puis le retour de certains d'entre eux vers le Sud (Liebersohn, 1978), illustre bien cette démarche.

D'autre part, quand le démographe s'intéresse à la migration, il la perçoit essentiellement comme un phénomène d'ajustement, où les décisions individuelles se situent dans le contexte d'une analyse des coûts à encourir et des bénéfices à anticiper. Cette équation peut quelquefois être interprétée à l'aide d'indicateurs multiples (travail, climat, paix sociale, etc.). L'être humain, selon cette approche, est un acteur rationnel qui choisit selon ce qu'il perçoit être son meilleur intérêt.

19. Et renoncer à pelleter mutuellement notre neige dans la cour du voisin, ce qui est la pratique la plus habituelle quand deux disciplines se rencontrent.

* 748 ave. Rockland, Outremont (Qué.), H2V 2Z6.

Certaines études récentes (Ledent, 1983, 1984; Shaw, 1985) examinent comment la migration interrégionale au Canada répond aux changements dans les conditions économiques des différentes régions. Ainsi, la société agit sur l'individu dans le sens que ce dernier tient compte des différentes ouvertures, dans une économie de libre choix, ce qui est passablement loin de la perspective sociologique dominante qui perçoit les structures sociales dans un contexte plus déterministe, où la personne subit son sort plutôt qu'il n'en est l'artisan.

Ces deux approches, bien sûr, ne résument pas l'ensemble des travaux en sociologie et en démographie: les positions théoriques dans chaque discipline varient selon les auteurs et les positions théoriques. Mais, puisque les bases de données sur lesquelles se fondent les études empiriques de l'une et de l'autre discipline sont de nature si différente et que les outils mathématiques avec lesquels leurs adeptes respectifs sont familiers coïncident si peu, les orientations traditionnelles évoquées ci-dessus ont tendance à se perpétuer dans les études empiriques.

L'absence de la démographie dans les débats théoriques et idéologiques qui ont cours en sciences sociales (Piché, 1985) a son pendant dans le peu d'intérêt que la sociologie accorde à la dimension démographique dans son analyse des phénomènes sociaux, et en particulier à la dimension de la migration interne. Cette double absence n'est pas uniquement québécoise: elle peut être constatée dans les sociologies européennes et américaines.

Il faut dire que les outils empiriques des sociologues (ces coûteux et complexes sondages auprès d'échantillons dépassant rarement quelques milliers de répondants) rendent extrêmement difficiles pour les chercheurs d'incorporer de minutieuses considérations de migration interne: le morcellement supplémentaire rendrait de toute façon la signification statistique de l'analyse assez problématique. De plus, puisque chaque sociologue veut être l'artisan de son propre questionnaire et a sa propre idée sur ce qui devrait être demandé aux répondants, les études vraiment comparables, réparties sur plusieurs décennies et sur la même population, n'existent à peu près pas.

D'autre part, les outils empiriques du démographe sont le plus souvent des banques de données gigantesques, renfermant des renseignements hélas sommaires sur chaque répondant, et soumises à de rigoureuses contraintes de confidentialité. Ces banques de données, cependant, se prêtent assez bien à des études longitudinales et économétriques: c'est le cas des recensements ou de certains fichiers administratifs de l'État.

Mon intérêt pour le phénomène migratoire, et en particulier pour celui de la migration interne, a surgi lors d'une étude effectuée sur une excellente base de données britannique, l'Oxford Mobility Survey de 1973 (Goldthorpe, 1980). L'Angleterre est un pays relativement homogène: l'immigration y est circonscrite et la migration interne peut y être isolée assez facilement comme phénomène sociologique et démographique. Les différences d'éducation atteinte, de mobilité sociale et de statut socio-économique entre migrants internes et non migrants ont, dans mon étude, été très révélatrices de certains processus sociologiques.

À titre d'exemple, citons l'influence sur la fluidité sociale des lieux de résidence fortement homogènes sur le plan de la classe sociale. Dès les années 20 et 30, le vent de la réforme en Angleterre avait poussé les planificateurs à construire d'énormes banlieues ouvrières (et même des villes entières, comme Dagenham), consacrées au logement subventionné. Le résultat de ces efforts apporta certes une nette amélioration sur le plan de la salubrité et du confort minimal — mais il créa aussi un type de ghetto ouvrier qui joua à l'encontre des espoirs à long terme des planificateurs. Dans mon étude, la fluidité sociale des résidents de ces ghettos est significativement inférieure à celle des ouvriers de même origine sociale vivant dans des quartiers mixtes.

Citons encore les corrélations qui existent entre l'expérience de la migration interne et l'ouverture des migrants à une diversification de leurs rapports sociaux et de leurs choix politiques. Mon étude a démontré que, parmi les migrants internes, les travailleurs manuels de deuxième génération (ceux dont la famille était elle-même de classe ouvrière) se construisaient, dès leur arrivée dans la ville de destination, des réseaux de relation sociale beaucoup plus ouverts et éclectiques que ceux qui caractérisaient leurs homologues géographiquement immobiles. En conséquence, leur vision politique s'en trouvait modifiée. Si, pour certains démographes, la migration interne est perçue essentiellement comme un phénomène d'ajustement au marché du travail, pour certains sociologues ce phénomène peut donc être révélateur de changements sociaux profonds et à long terme.

Il est une autre question de recherche à mon avis passionnante pour les démographes comme pour les sociologues: celle de la polarisation spatiale dans les pays à économie capitaliste (Perroux, 1955; Holland, 1976). J'ai pu étudier ce phénomène au moyen de la banque de données britanniques:

Londres et le South East constituent le cœur économique de l'Angleterre et il était pertinent de se demander laquelle de deux thèses contradictoires suivantes, au sujet de la fluidité sociale, se révélerait empiriquement fondée.

D'une part, on peut prétendre que plus la classe bourgeoise est nombreuse et géographiquement concentrée dans la région centrale, plus cette classe réussira à se doter de mécanismes d'exclusion (par exemple, les écoles privées) pour protéger sa position privilégiée. Ainsi, la fluidité sociale sera inférieure dans le cœur par rapport à la périphérie et le travailleur manuel en périphérie aura relativement plus de chances d'avancement social que dans le centre. D'autre part, on peut aussi prétendre (c'est la perspective du «colonialisme interne») que si la périphérie est sous la férule dominatrice du cœur, c'est le travailleur en périphérie qui sera maintenu en position d'infériorité: à l'encontre de la thèse précédente, les meilleurs emplois en périphérie seront contrôlés par la région centrale. C'est cette deuxième thèse qui, dans mon étude britannique, a reçu confirmation empirique: la fluidité sociale est inférieure en périphérie.

La thèse du colonialisme interne peut-elle se vérifier ici? Quel est l'effet de la domination pan-canadienne de l'axe industriel Windsor-Québec par rapport aux régions défavorisées des Maritimes et des Prairies? La bourgeoisie industrielle de Montréal pratique-t-elle une forme de colonialisme sur les autres régions du Québec: Abitibi, Saguenay, Gaspésie, les migrants internes vers la région de Montréal ayant donc de meilleures chances, toute proportion gardée, que les non-migrants?

Pour étudier ces questions, il faut se référer au concept de «migrant interne», donc au concept de ce qui est «interne» et ce qui est «externe». Ici, on se heurte à une difficulté de taille. La dimension géographique, est-il nécessaire de le rappeler, intervient comme un des grands enjeux de la réalité canadienne. Nous avons connu au Canada des débats féroces au sujet du concept de «société». La question dite «nationale» a, en sus de toutes considérations d'histoire ou de culture, des assises foncièrement géographiques.

Selon certains, le territoire canadien forme un tout, une entité politique, sociologique et démographique dont les frontières délimitent le champ naturel de l'investigation sociale. À l'intérieur de ces frontières, les mouvements migratoires ne sont assujettis à aucune contrainte légale — nul passeport n'est requis, les droits fondamentaux et les programmes sociaux sont les mêmes partout, la même monnaie a cours, les économies régionales sont interdépendantes, le droit de vote est reconnu à chaque citoyen, la protection du pays est assurée par la même armée. Le Canada connaît par ailleurs, toujours selon certains, des clivages significatifs dont les plus importants sont ceux qui découlent des différences de classe sociale, de langue et de sexe, ainsi que ceux qui découlent de son caractère fédératif, de l'importance politique et économique de ses administrations régionales, et enfin des monstrueuses distances géographiques qui séparent ses îlots de population et qui en font presque autant de pays à part.

Selon d'autres, c'est le territoire géographique du Québec qui délimite les frontières de la société — cette fois non pas d'une hypothétique société «canadienne» mais bien d'une société «québécoise», une société distincte qui devient alors l'objet privilégié de l'investigateur en sciences sociales. Les clivages sociologiques précités (langue, sexe, classe sociale) s'examinent alors et en premier lieu à partir d'un regroupement territorial délimité par les frontières politiques de la Province de Québec. Pour le sociologue comme pour le démographe, selon ce point de vue, le phénomène migratoire d'une province à l'autre n'intervient que sur un mode mineur: même si les frontières interprovinciales sont perméables sur le plan purement légal, on peut prétendre qu'elles sont à toute fin pratique closes en raison de la polarisation linguistique croissante entre les deux communautés qui partagent le sol canadien. Seuls les anglophones, minoritaires au Québec, ont réellement accès au marché du travail hors-Québec, selon cette façon de voir leurs choses.

Pour le démographe et le sociologue, l'opérationnalisation de la variable «migration interne» est donc assujettie au choix du territoire de référence qui sert à distinguer le migrant interne de l'immigrant, dont les comportements, intuitivement, risquent de se révéler de nature fort différente: à l'encontre du migrant interne, l'immigrant est souvent la proie de mesures discriminatoires en raison de ses origines, de son éducation et de son «étrangeté».

L'histoire des mouvements migratoires des francophones au Canada en est une de déplacements substantiels: l'exode vers la Nouvelle Angleterre, la colonisation de l'Abitibi, la fuite des Gaspésiens vers Toronto. Aujourd'hui, ces phénomènes sont complexifiés par la croissance du nombre de familles où les deux conjoints sont sur le marché du travail. La migration se répercute sur deux emplois plutôt que sur un seul. Les conséquences démographiques et sociologiques de ce phénomène risquent d'être passionnantes.

Mais le problème du choix du territoire de référence pour de telles études, hautement politisé au cours des années 60 et 70, reste, même aujourd'hui, scientifiquement fort délicat à trancher. Comme dit Raymond Aron (1959: 14) au sujet de Max Weber, il faut se battre «contre ceux qui risquent de corrompre la pureté de la pensée rationnelle en y mêlant des prises de position politiques ou des effusions sentimentales». Par ailleurs, toujours selon la pensée de Weber, il faut reconnaître «l'impatience de l'homme d'action qui demande à la science la connaissance des moyens et des conséquences, mais qui sait à l'avance qu'elle ne le délivrera pas de l'obligation de choisir, parce que les deux sont multiples et les valeurs contradictoires».

RÉFÉRENCES

- ARON, Raymond, «Introduction», dans Max Weber, *le Savant et le politique*, Paris, Plon (10/18), 1959.
- COTÉ, Guy L., *Moving On: Area, Migration and Socio-economic Attainment in Sociological Perspective*. D. Phil. Thesis, Oxford, 1983.
- GOLDTHORPE, John H., *Social Mobility & Class Structure in Modern Britain*, Oxford, Clarendon Press, 1980.
- HOLLAND, Stuart, *Capital Versus the Regions*, London, MacMillan, 1976.
- LEDENT, Jacques, «Une analyse log-linéaire des courants migratoires interprovinciaux: Canada, 1961-1983», *Cahiers québécois de démographie*, 1983, 12: 223-250.
- LEDENT, Jacques, «Demoeconomic Modelling of Interprovincial Migration in Canada: the Longitudinal Case», Institut national de recherche scientifique, Montréal (mimeo), 1984.
- LIEBERSON, Stanley, «A Reconsideration of Income Differences Found between Migrants and Northern-born Blacks», *Am. J. Soc.*, 1978, 83: 940-966.
- PERROUX, François, «La notion de pôle de croissance», *Économie appliquée*, 1955, 8: 307-320.
- PICHÉ, Victor, «La démographie dans le social», *Cahiers québécois de démographie*, 1985, 14: 139-45.
- SHAW, R. Paul, *Intermetropolitan Migration in Canada: Changing Determinants Over Three Decades*, Toronto, NC Press, 1985, (in cooperation with Statistics Canada).